



SAHARA INFO

Bulletin de l'Association des Amis de la
République Arabe Sahraouie Démocratique
B.P. 236 - 75264 PARIS CEDEX 06
C.C.P. : 19303 94 K PARIS

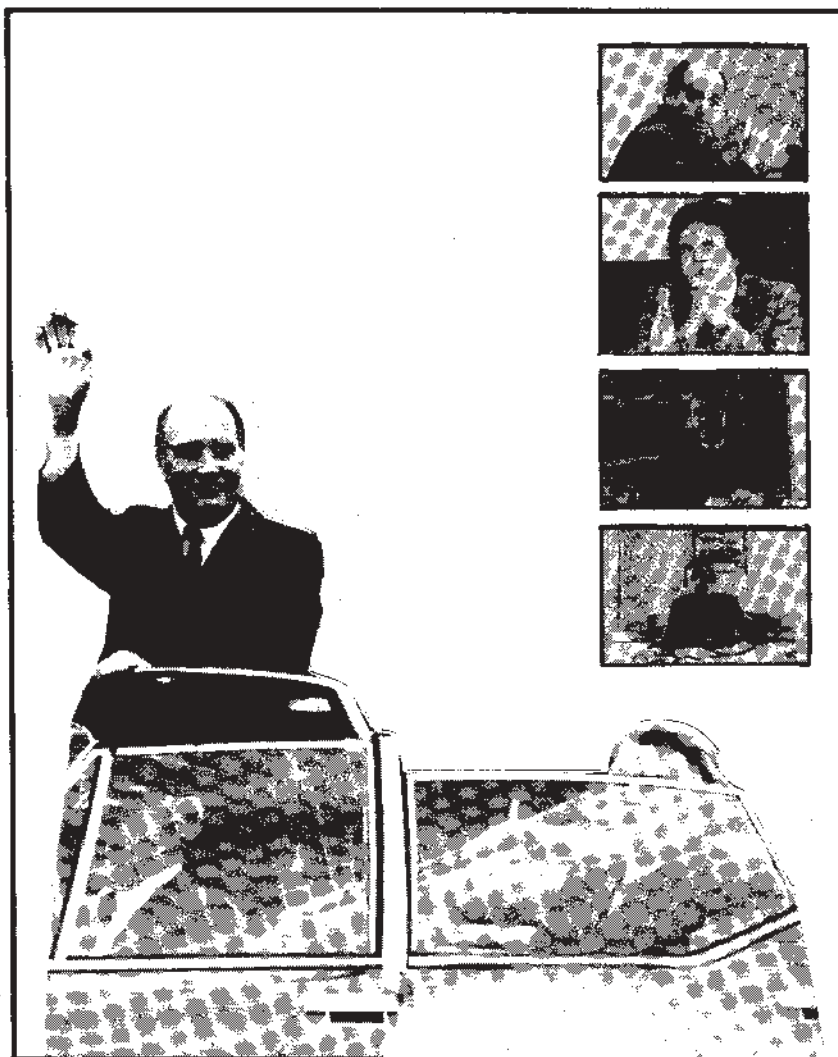
N° 53-54

MARS
AVRIL-MAI
1981

PRIX : 6 F

MENSUEL D'INFORMATION SUR LE SAHARA OCCIDENTAL

**LE NOUVEAU GOUVERNEMENT FRANÇAIS
DOIT RECONNAÎTRE LE FRONT POLISARIO
ET CESSER LES LIVRAISONS D'ARMES AU MAROC**



A gauche : Mohamed Abdelaziz, Secrétaire général du Front Polisario. A droite : François Mitterrand et Pierre Mauroy. En encadrés, de haut en bas : Claude Cheysson, ministre aux Relations extérieures ; Jean-Pierre Col, ministre délégué auprès de C. Cheysson et chargé de la Coopération et du Développement ; Hubert Védrine, Conseiller technique à la Présidence pour les questions arabes et soviétiques ; et Régis Debroy, chargé de Mission à la Présidence pour les Relations extérieures. Quelques uns des principaux responsables du nouveau gouvernement qui élaborent la politique étrangère de la France. A quand la reconnaissance du Front Polisario ?

Qui est derrière Sahara Info ?

Des amis du peuple sahraoui appartenant à toutes les sensibilités politiques, syndicales et philosophiques.

Présidence de l'Association : Alain Benlezar, Edmond Boiché, Denise Duboscq, Maxime Kalinsky, Victor Leduc, François Loncle, Marcel Omet, Bernard Parmantier, Chantal Perez.

Secrétaire général : Thomas Jallaud.

Comité de rédaction : Grégoire Carrat, Denise Duboscq et Edouard Roland.

Collaborateurs : Maurice Barbier, François Beslay, Jean Copans, Serge Demailly, Constant Hamès, Raymond Josse, Edmond Jouve, Georges Labica, Guy Toureaux, Raoul Weexsten (liste non close).

Sommaire

Editorial ; Quelques nouvelles ...	2
Pour l'admission de la R.A.S.D. à l'O.U.A.	3
La France doit reconnaître le Front Polisario	4-5
Interview de l'Union Démocratique Bretonne	6
Succès de la tournée de la délégation de femmes sahraouies en France	7-8-9
Adhésion	9
Les violations des droits de l'homme au Sahara occidental occupé par l'armée marocaine	10-11
Le mois au Sahara	12

Ce numéro a été tiré à 4 000 exemplaires. Le n° 52 a été diffusé à 5 100 exemplaires.

EDITORIAL

L'élection de François Mitterrand le 10 mai 1981 à la Présidence de la République puis la victoire de la gauche aux élections législatives, ouvrent des perspectives nouvelles pour tous ceux qui, dans notre pays, affirment leur solidarité aux peuples en lutte pour leur indépendance. L'association ne peut que se féliciter de ces victoires remportées avec le soutien des forces politiques et sociales aspirant au changement, à la justice et à la paix.

Depuis le début du conflit du Sahara occidental, la position officielle de la France était caractérisée, jusqu'au 10 mai dernier, par un soutien militaire et diplomatique déterminant à l'expansionnisme marocain. Les dernières manifestations de ce soutien ont été, en 1981, le renforcement des livraisons d'armes, l'envoi de nouveaux conseillers militaires français sur le terrain, enfin la caution donnée au roi Hassan II, lors de sa visite « privée » à Valéry Giscard d'Estaing, début mars, pour de nouvelles manœuvres de destabilisation dirigées contre le gouvernement mauritanien : il s'agissait, cette fois de la tentative de coup d'État, perpétrée le 16 mars par un commando de putschistes entraînés et soutenus par le Maroc. L'association a souligné, à cette occasion, la complicité dans cette agression contre la Mauritanie.

En revanche, les forces qui soutiennent la nouvelle majorité présidentielle ont toujours affirmé leur attachement au droit à l'autodétermination du peuple sahraoui et entretiennent depuis plusieurs années des relations officielles avec le Front Polisario.

Aussi sommes-nous en droit d'attendre qu'une des premières mesures du nouveau gouvernement concernant la question sahraouie, soit de dégager la France du conflit et de remettre la politique française sur de « bons rails ». Ce qui permettrait à notre pays d'affirmer une réelle politique de neutralité et de jouer, enfin, un rôle positif en favorisant l'application des résolutions votées par l'O.N.U. et l'O.U.A., recommandant l'application du droit à l'autodétermination du peuple sahraoui dans le cadre des frontières héritées de la colonisation et affirmant la représentativité du Front Polisario.

Trois conditions sous-tendent une telle démarche de la part de la France :

— Le gouvernement français devra réexaminer la question des livraisons d'armes, actuellement toutes utilisées par le Maroc à des fins d'agression et d'occupation à l'égard d'un pays voisin.

— Il lui faudra reconnaître, officiellement, le Front Polisario, mouvement de libération et seul représentant du peuple sahraoui.

— Il devra autoriser l'ouverture d'une représentation du mouvement sahraoui à Paris.

C'est ce qui manque, jusqu'à présent, pour que la France entretienne des relations équilibrées avec les véritables parties au conflit : le Front Polisario et le Maroc, ainsi qu'avec les états voisins directement concernés : l'Algérie et la Mauritanie. C'est ce qui manque aussi pour que la France puisse jouer enfin son véritable rôle dans la région nord-ouest de l'Afrique.

Thomas JALLAUD

Quelques nouvelles

— Une délégation de l'Association a assisté aux festivités organisées par le Front Polisario en territoire libéré afin de commémorer le 5^e anniversaire de la proclamation de la R.A.S.D. (28 février 1976).

— Lily Marliangeas et Nicole Leguy ont représenté l'Association à la deuxième conférence internationale de soutien au peuple sahraoui qui s'est déroulée à Rome au mois de février de cette année.

— Un comité de l'association a été créé à Brest. Pour tout contact écrire à : Alain Kervern, 4, rue Scheidhauer, 29200 Brest.

Par manque de place nous ne pouvons communiquer ici toutes les activités de l'association. Nous essayerons dans la mesure du possible de consacrer une plus grande place à ce thème dans notre prochain numéro.

POUR L'ADMISSION DE LA R.A.S.D. A L'O.U.A.

Du 24 au 27 juin, sommet de l'O.U.A. à Nairobi

Le 24 juin prochain se réunit à Nairobi, capitale du Kenya, le 18^e sommet de l'O.U.A. La question de l'admission de la R.A.S.D. sera une nouvelle fois à l'ordre du jour. Sera aussi à l'ordre du jour l'attitude du secrétaire général de l'O.U.A., accusé d'avoir fait obstruction à l'application des dispositions de l'article 28 de la charte de l'organisation et de s'être, par conséquent, dressé contre la majorité des États membres en bloquant délibérément l'admission d'un État reconnu par vingt-six pays sur cinquante. Toute laisse penser que ce débat se conclura par l'admission définitive de la R.A.S.D., l'ancien locataire de l'Élysée ne pouvant plus exercer de pressions sur un certain nombre de chefs d'État africains, et plusieurs pays africains, dont le Sénégal et la Côte-d'Ivoire, ayant récemment adopté des attitudes beaucoup plus neutres dans le conflit sahraoui.

Pour sa part, l'Association des Amis de la R.A.S.D. a adressé à tous les chefs d'État africains une lettre que nous rendons ci-dessous publique.

Monsieur le Président,

Au moment où les tentatives marocaines de blocage à l'égard de l'officialisation de l'admission de la R.A.S.D. à l'O.U.A. vont faire l'objet d'un débat au prochain sommet de l'O.U.A., l'Association des Amis de la R.A.S.D. tient à attirer votre bienveillante attention sur certains faits.

Si l'opinion démocratique internationale a pu admettre qu'une ultime tentative diplomatique en direction du Maroc ait été faite en 1980 par le Front Polisario et l'O.N.U., elle ne comprendrait pas qu'une exception dans les règles d'admission à l'O.U.A. continue à être exercée à l'encontre de la seule R.A.S.D., simplement parce qu'un État membre profère chantage et intimidations.

Il ne peut en effet y avoir des règles et des principes ayant servi à l'admission des pays qui composent aujourd'hui l'O.U.A. ... et l'adoption d'une attitude différente pour la République sahraouie parce qu'un monarque de « droit divin » voudrait se faire reconnaître le droit féodal des seigneurs de la guerre.

Pour chacun des États membres de l'O.U.A., la décolonisation a été obtenue par une négociation avec la puissance administrante. Dans le cas du Sahara ex-espagnol, ce processus était en cours (remise de prisonniers aux autorités espagnoles, rencontre entre le Secrétaire Général du Front Polisario et le ministre espagnol des Affaires étrangères pour discuter des modalités du transfert de l'indépendance en septembre 1975) lorsqu'il y a eu vacance du pouvoir en Espagne et action immédiate du lobby pro-marocain pour que ce territoire soit livré, clefs en main, à l'armée marocaine, au mépris des engagements espagnols déjà affirmés, du droit international de la décolonisation, de l'honneur

Trahi une première fois par l'au-

torité administrante, il paraît impensable que le peuple sahraoui puisse l'être aussi par ceux qui lui sont les plus proches, par ceux qui ont connu un sort semblable au sien, c'est-à-dire par les États membres de l'O.U.A. Les plus hauts responsables de l'Afrique libérée ont donc une responsabilité essentielle afin d'éviter que des retards ne soient une nouvelle fois apportés à l'accueil officiel de la R.A.S.D. au sein de la grande famille africaine.

Avant... puis après la création de l'O.U.A., le royaume chérifien a toujours défié les lois que la communauté internationale — et en particulier africaine — s'est donnée.

Pour rappeler quelques exemples il faut citer la revendication sur la totalité de la Mauritanie (qui n'a, comme le prouvent les bombardements de juillet 1980 et une expédition militaire toute récente, jamais vraiment cessé), sa revendication sur une importante partie de l'Algérie matérialisée par une tentative d'invasion de ce pays en 1963, sa revendication sur une portion du Mali et évidemment

sur la totalité du Sahara occidental. Toutes ces revendications faites au nom d'un « Grand Maroc » à construire semblent avoir été inspirées par la théorie de « l'espace vital » en honneur durant le Troisième Reich.

L'Association des Amis de la R.A.S.D. demande à tous les pays dont la libération de l'Afrique constitue le noble idéal à atteindre, d'être l'avocat du peuple sahraoui auprès de tous les États membres pour que la R.A.S.D. soit accueillie officiellement en tant que membre à l'occasion du prochain sommet de l'O.U.A., afin que triomphe le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et la paix.

En vous remerciant de toute l'attention que vous voudrez bien porter à ce préoccupant problème de l'indépendance pour le peuple sahraoui qui lutte depuis huit ans avec le seul soutien d'États du Tiers monde, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, les assurances de notre très haute considération et de nos sentiments dévoués à la libération de l'Afrique.

Thomas Jallaud

45 PAYS RECONNAISSENT AUJOURD'HUI LA R.A.S.D.

24 pays d'Afrique (1)

Madagascar, Burundi, Bénin, Angola, Mozambique, Guinée-Bissau, Togo, Rwanda, Seychelles, Congo, Sao Tomé et Príncipe, Tanzanie, Ethiopie, Cap Vert, Ghana, Ouganda, Lesotho, Zambie, Sierra Leone, Swaziland, Botswana, Tchad, Mali, Zimbabwe.

4 pays du Monde Arabe

Algérie, Yémen du Sud, Syrie, Lybie.

10 pays d'Amérique latine

Panama, Grenade, Guyana, Sainte-Dominique, Sainte-Lucie, Jamaïque, Nicaragua, Mexique, Cuba, Costa Rica.

7 pays d'Asie

Corée du Nord, Vietnam, Cambodge, Laos, Afghanistan, Iran, Vanuatu.

Note : Les reconnaissances sont ici données, pour chaque continent, par ordre chronologique.

(1) Il convient de rajouter à ce chiffre, 2 pays du monde arabe, l'Algérie et la Lybie. On obtient ainsi un total de 26 pays membres de l'O.U.A.

LA FRANCE DOIT RECONNAÎTRE LE FRONT POLISARIO

Premières mesures

- Reconnaissance officielle du Front Polisario par le gouvernement français
- Ouverture d'une représentation à Paris
- Arrêt des livraisons d'armes à l'expansionnisme marocain

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

A l'occasion de l'élection de François Mitterrand à la Présidence de la République, l'Association des Amis de la R.A.S.D. lui adresse ses plus vives félicitations pour ce succès remporté au nom des forces sociales et politiques aspirant au changement, à la justice et à la paix.

Le nouveau Président a été élu avec l'appui des forces qui en France soutiennent le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. A ce titre, ces mêmes forces soutiennent depuis plusieurs années la lutte du peuple sahraoui pour son droit à l'indépendance et entretiennent des relations avec son seul représentant légitime, le Front Polisario.

L'Association, dont un des objectifs est de contribuer au retour à la paix dans la région du nord-ouest africain, à la conviction que François Mitterrand, porté par de telles forces à la fonction présidentielle, aura pour souci d'œuvrer à une nouvelle politique africaine de la France destinée à instaurer des relations d'amitié et de coopération avec tous les peuples d'Afrique. En particulier, le conflit du Sahara occidental devra faire l'objet d'initiatives pour une contribution de la France à la recherche d'une solution de paix. La première d'entre elles consisterait en l'application des mesures suivantes :

- suspension des livraisons d'armes françaises au gouvernement marocain ;
- rappel des conseillers militaires français stationnés au Maroc ;
- reconnaissance officielle du Front Polisario.

Ces mesures permettraient à la France de jouer enfin le rôle positif qui lui incombe, car elles favoriseraient l'application des résolutions de l'O.N.U. et de l'O.U.A. qui préconisent l'ouverture de négociations directes entre le Maroc et le Front Polisario et l'exercice par le peuple sahraoui de son droit à l'indépendance dans le cadre des frontières héritées de la colonisation.

Paris, le 12 mai 1981

En avril 1977 des centaines de personnalités lançaient un appel pour le droit à l'autodétermination du peuple sahraoui. Depuis, des milliers et des milliers de personnes de toutes opinions politiques ou philosophiques ont signé des pétitions sous l'égide de notre Association pour exiger le retrait des troupes marocaines du territoire sahraoui, l'arrêt de l'aide militaire de la France au roi du Maroc, et l'ouverture d'un bureau du Front Polisario à Paris.

Nous publions dans ces deux pages un certain nombre d'éléments d'information et des déclarations récemment faites. Nous tiendrons les lecteurs de Sahara Info régulièrement informés de nouvelles prises de position. Nous publierons également dans les prochains bulletins des dossiers sur différentes questions telles les ventes d'armes, la prochaine session de l'O.N.U., etc.

Dernière déclaration du Parti Socialiste suite à une rencontre avec le Front Polisario

Le Parti Socialiste Français réaffirme son soutien à la lutte du peuple sahraoui

PARIS (aps). — Le Parti Socialiste Français a réaffirmé son soutien à la lutte du peuple sahraoui au cours d'une rencontre qui s'est déroulée vendredi à Paris entre Mme Véronique Neiertz, secrétaire nationale du P.C., chargée des relations internationales, et MM. Ismael Fadhel et Salem Kaid, respectivement représentants du Front POLISARIO en Europe et en France.

« Cette rencontre a eu lieu à quelques jours de la célébration du 5^e anniversaire de la R.A.S.D. où le Parti Socialiste (français) envoie une délégation », indique un communiqué

commun P.S.F. — Front POLISARIO.

« Les représentants du Front POLISARIO, souligne le communiqué commun, ont présenté un exposé sur la situation qui prévaut dans la région. Ils ont également rappelé à l'occasion de cet anniversaire d'importance internationale leur volonté de discuter avec tout interlocuteur soucieux de faire revenir la paix dans la région. »

« Au nom du Parti Socialiste, conclut le communiqué, Véronique Neiertz a rappelé les positions socialistes sur le Sahara occidental et marque l'inquiétude qu'éveillent les livraisons d'armes françaises au Maroc qui ne servent pas la cause de la paix dans cette partie de l'Afrique. »

20 février 1980

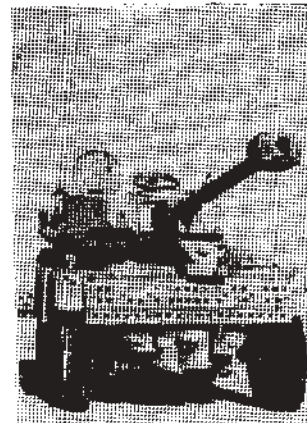
Le Polisario se réjouit du « changement de régime » en France

Londres. — Ministre conseiller à la présidence de la République sahraouie, M. Mohammed Ould Sidati a accusé, le 22 mai, l'ancien gouvernement français d'avoir livré « sans limites » des armements français au Maroc pour combattre les forces du Polisario au Sahara occidental.

Mettant en cause l'action en Afrique de l'ancien président français Valéry Giscard d'Estaing — mais sans le nommer — M. Ould Saditi a déclaré : « Il est triste de dire que le septennat du président sortant français a été marqué par un engagement total de la France aux côtés de l'agresseur » et que cette action « contredit les déclarations faites par la France à l'époque en faveur de l'autodétermination des peuples et de la neutralité du gouvernement français ».

Par contre, le nouveau chef de l'État français, M. François Mitterrand, semble jouir d'un préjugé favorable aux yeux des Sahraouis. En réponse à une question, M. Ould Saditi a affirmé que le « gouvernement de la République sahraouie (R.A.S.D.) se réjouissait vivement » du « changement de régime intervenu en France » avec l'élection de M. Mitterrand et il a estimé que ce dernier, conformément au programme politique du Parti socialiste français, observerait « une vraie neutralité » dans le conflit du Sahara occidental.

Une autre personnalité du Front Polisario, M. Kounti Jaouja, président de l'Assemblée nationale de la R.A.D.S., a exprimé le même point de vue sur l'élection française le 21 mai à Helsinki (Finlande) où il se trouvait à la tête d'une délégation de la R.A.D.S.



Un char AML 90 français capturé par le F.P. sur l'armée marocaine. Le nouveau gouvernement français se devra de cesser de soutenir l'expansionnisme marocain.

Interventions des Parlementaires français à l'Assemblée Nationale, sous forme de questions, en 1980

N° question	Date	Nom du député	Nature de la question écrite posée	Date réponse	N° J.O.	Page
24745	14-1-80	VIVIEN Alain (P.S.)	Pourquoi la France s'est-elle abstenue à l'O.N.U. le 4 déc. 79 au sujet du SAHARA OCCIDENTAL ?	25-2-80	8	697
25554	4-2-80	PIERRET Christian (P.S.)	Présence militaire et conseillers français au SAHARA OCCIDENTAL.	14-4-80	15	1 505
26246	25-2-80	ODRU Louis (P.C.)	Appui apporté par conseillers militaires français aux F.A.R. (Maroc) lors de l'attaque de S.M.A.R.A. par Front POLISARIO.	12-5-80	19	1 903
26462	25-2-80	GREMETZ Lucien (P.C.)	Comment gouvernement français peut-il concilier présence militaire française au Maroc et affirmation « neutralité » ?	14-4-80	15	1 506
26463	25-2-80	GREMETZ Lucien (P.C.)	Pour la reconnaissance du FRONT POLISARIO par la France.	14-4-80	15	1 507
28712	21-4-80	GUIDONI Pierre (P.S.)	Contradiction entre propos tenus pas ministre A.E. sur contribution française pour paix au Sahara et fournitures armes au Maroc.	21-4-80	23	2 347
37936	10-11-80	VIVIEN Alain (P.S.)	Explications sur Carte AFRIQUE éditée par « Documentation française » englobant le Sahara Occidental dans MAROC.	22-12-80	51	5 344

INTERVIEW DE L'UNION DÉMOCRATIQUE BRETONNE

L'Union Démocratique Bretonne travaille depuis plusieurs années en étroite coordination avec l'Association des Amis de la R.A.S.D. L'U.D.B. a en particulier longuement contribué au succès de la tournée des femmes sahraouies en Bretagne, à Renne, Brest, Lorient et Nantes. Nous publions ci-dessous l'interview qu'ils nous ont accordé.

Sahara Info. — *Quelle signification revêt à vos yeux la lutte du peuple sahraoui ?*

U.D.B. — Un peuple qui se bat pour sa liberté, c'est déjà assez pour ne pas laisser indifférents les militants de l'U.D.B. Dans le cas précis des Sahraouis, leur lutte nous est encore plus proche, pour deux raisons. D'une part, en libérant leur pays ils défendent aussi un mode de vie particulier, un type de relation entre l'homme et son environnement. Leur lutte est culturelle au sens le plus large du terme, refusant une sédentarisation qui signifie presque toujours une clochardisation des anciens nomades, parqués dans des bidonvilles aux abords de villes artificielles. Mais dans le même temps les Sahraouis démontrent chaque jour qu'ils savent aussi s'adapter aux techniques modernes, tant pour l'armement que pour l'organisation scolaire et médicale de leurs camps de réfugiés. Loin d'être une révolte passéiste, leur combat est un exemple parlant d'une volonté d'affirmation nationale et sociale réussie. Ce problème est aussi celui du peuple breton : comment réussir à survivre en tant que peuple dans un univers menacé d'uniformisation culturelle tout en sachant s'adapter au monde moderne avec ce qu'il apporte de techniques nouvelles aux possibilités formidables si elles sont utilisées à bon escient.

Sahara Info. — *Et l'autre raison ?*

U.D.B. — Le Sahara est, malgré les apparences, une terre riche et donc convoitée par les firmes capitalistes internationales. Ses ressources en phosphate surtout, mais aussi ses eaux territoriales riches en poissons. Il est clair que les Marocains ne sont dans cette affaire que les intermédiaires choisis par des trusts américains, espagnols ou français pour piller les ressources naturelles du Sahara, sans profit pour les Sahraouis. Cela s'appelle du colonialisme : en Bretagne, toutes proportions gardées, nous sommes confrontés au même mal avec des ressources agricoles valorisées ailleurs, un territoire transformé en réserve touristique et en place-forte pour la force de frappe française. Quand on voit les dégâts dans la société bretonne après vingt ans de gaullisme, on imagine mieux ce qu'aurait été le destin des Sahraouis s'ils avaient accepté docilement l'oukaze marocaine. Deux bonnes raisons donc pour les

comprendre et les soutenir aussi activement que possible.

Sahara Info. — *Comment appréciez-vous le rôle que doit jouer le nouveau gouvernement français ?*

U.D.B. — Qu'attendre de lui ? Qu'il mette en accord ses déclarations de principe et les orientations diplomatiques qu'il appliquera. L'élection de François Mitterrand implique une rupture complète avec la politique suivie jusqu'alors par Paris dans le conflit saharien, ce qui ne sera pas facile. En effet, en tant qu'ancienne puissance coloniale, la France capitaliste avait su conserver de nombreux amis dans les milieux conservateurs au pouvoir au Maroc. Et surtout dans certaines régions du monde, vitales pour l'impérialisme, la France prenait le relais des U.S.A. déconsidérés et peu enclins à s'engager dans des aventures extérieures depuis le Vietnam.

Le Maroc est ainsi devenu un point fort, essentiel pour une bonne continuation de l'exploitation du continent africain qui passe par le maintien d'un minimum d'alliés dévoués corps et âme, et capables de faire respecter sur ce continent un certain ordre, au besoin par les armes. Aujourd'hui ce sont l'Égypte, l'Afrique du Sud et le Maroc qui sont chargés des basses besognes de l'impérialisme.

L'U.D.B., qui est partie prenante de la nouvelle majorité née du 10 mai, ne comprendrait pas et ne saurait admettre que Paris ne rompe totalement et rapidement avec la ligne hypocrite du Quai d'Orsay qui, tout en déclarant n'être en rien impliqué dans le conflit saharien, n'en aidait pas moins activement Rabat. Un gouvernement socialiste ne peut qu'exiger le respect du droit de chaque peuple à disposer librement de lui-même, et cela passe concrètement par l'arrêt des livraisons directes et indirectes d'armements au Maroc, une pression ferme sur Rabat pour que le Royaume accepte un cessez-le-feu et l'organisation d'une consultation démocratique avec toutes les garanties nécessaires, et une vaste offensive diplomatique contre l'Afrique du Sud incluant un soutien concret et massif aux États qui combattent le racisme sud-africain. En adoptant une telle attitude vis-à-vis de l'extérieur, Paris, pour être logique avec lui-même, devrait aussi revoir son attitude séculaire vis-à-vis des peuples de l'hexagone et des D.O.M.-T.O.M. : il n'y a pas de raison pour que les meilleurs principes du monde voient leur appli-

cation arrêtée aux portes de l'hexagone et l'autonomie socialiste que propose l'U.D.B. est loin de leur être contradictoire...

Sahara Info. — *A l'étape actuelle de la lutte, dans le contexte international présent, quelles sont, selon vous, les conditions d'un retour à la paix au Sahara Occidental, et quelle contribution estimez-vous possible et nécessaire d'y apporter ?*

U.D.B. — Les conditions d'un retour à la paix ? Rien de plus simple : que le Maroc retire ses armées des territoires occupés et engage de véritables négociations de bon voisinage avec la R.A.S.D. Mais il faut bien voir que le thème de la guerre est pour la monarchie chancelante d'Hassan II particulièrement utile et commode pour faire oublier au peuple marocain ses misères quotidiennes et créer un unanimité de façade dans les milieux politiques sur les thèmes les plus écoulés du nationalisme. Malgré la réprobation internationale, la guerre du Sahara Occidental risque d'être encore longue et coûteuse en vies humaines. Les Sahraouis ont-ils les moyens de vaincre militairement ? Si non, la guerre usera de l'intérieur le Royaume et finira bien par entraîner l'effondrement du pouvoir despotique d'Hassan. Le peuple marocain ne peut rester toujours sourd aux appels de ses frères sahraouis. Nous n'en sommes pas encore là : aujourd'hui, le plus urgent est de faire connaître la lutte des Sahraouis et d'y contribuer en leur fournissant matériels et équipements de base pour leurs camps de réfugiés. Ce que nous avons entrepris. Mais le jour où tous les Français seront suffisamment informés de ce qui se passe dans le Sahara, le gouvernement de Paris ne pourra sans doute pas rester insensible à la pression de son opinion publique, d'autant que ce serait contraire aux options socialistes du Président de la République. Informer les gens, c'est possible comme l'a démontré la récente venue de deux femmes sahraouies en Bretagne, à Rennes, Brest, Lorient et Nantes ? Et pour nous, U.D.B., contribuer à leur lutte victorieuse, c'est aussi mettre en pratique la Charte de notre parti : « l'U.D.B. est très attachée à l'internationalisme, qui fait partie intégrante du combat anti-impérialiste qu'elle mène. Cet espoir de voir régner la fraternité et l'égalité entre les nations conduit l'U.D.B. à se battre pour que partout, y compris en Bretagne, soit reconnu le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. L'internationalisme prolétarien est à la fois un devoir et une grande espérance ».

SUCCÈS DE LA TOURNÉE DE LA DÉLÉGATION DE FEMMES SAHRAOUIES EN FRANCE



La visite effectuée par une délégation de l'Union nationale des femmes sahraouies et du Front Polisario à l'invitation de l'Association des amis de la R.A.S.D. a été un succès. Ce succès est d'autant plus important que les événements d'actualité, tels que la tentative de coup d'État en Mauritanie et le voyage de Hassan II à Paris, renforcé que le gouvernement Giscard d'Estaing était disposé à lui accorder pour non seulement poursuivre la guerre contre le peuple sahraoui, mais également pour modifier la situation régionale, y compris en permettant l'agression contre un pays à l'égard duquel le gouvernement français c'était pourtant engagé à garantir la sécurité.

Les nombreuses rencontres, les conférences de presse et les réceptions officielles ont mis en lumière le fait que l'attitude observée par le gouvernement Giscard était loin d'être partagée par nombre de responsables politiques en France.

L'un des signes les plus évidents des interrogations suscitées par la politique observée par la France à l'égard du peuple sahraoui a été le grand intérêt manifesté par les quotidiens régionaux à l'égard de la délégation et des réponses qu'elle a apportées aux questions concernant le fond du problème sahraoui. Et la sympathie discrète qui émane de nombre d'articles laisse penser

que les informations tronquées ou partiales dont est nourrie la presse française la majeure partie du temps est l'une des raisons pour lesquelles la conduite du gouvernement Giscard ne fut pas plus vigoureusement contestée.

Les rencontres avec les syndicats, dans les écoles, les entreprises, les centres sociaux, les fermes, avec les travailleurs, ont manifesté la profonde sympathie populaire à l'égard du peuple sahraoui et le désir réciproque d'instituer des relations de peuple à peuple, plus que normales, fraternelles.

Le niveau des rencontres effectuées, les engagements pris de toutes parts, la sympathie rencontrée en des villes où la solidarité avec le peuple sahraoui n'avait jamais eu l'occasion de se manifester laissent augurer que le soutien à la lutte du peuple sahraoui va se renforcer, que les liens officiels du Front Polisario avec des institutions, notamment des municipalités, sont appelés à se multiplier et à s'approfondir. Un tel développement est hautement souhaitable. L'une des manifestations majeures, que l'association réclame, serait la reconnaissance, par le nouveau gouvernement, du Front Polisario et l'ouverture d'un bureau à Paris. Le voyage effectué par la délégation de l'Union Nationale des Femmes sahraouies a été une étape importante vers ce but.

Compte rendu

La délégation de l'Union Nationale des Femmes Sahraouies était également mandatée par le Front Polisario. Elle était dirigée par Madame Fatimatou Allali, secrétaire générale de l'Union Nationale des Femmes Sahraouies et membre du Bureau Politique du Front Polisario.

Elle comprenait également :

• Madame Aïcha ABDALLAHI, membre du secrétariat général de l'U.N.F.S. et du Comité des Relations extérieures.

• Madame Mohamed-Fadel HALA, membre de l'U.N.F.S. et secrétaire locale.

• Madame Salem KALTHOUM, membre de secrétariat général de l'U.N.F.S.

La visite s'est déroulée en trois temps : 3 journées à Paris du 16 au 18 mars consacrées à des rencontres avec des organisations féminines et humanitaires, des visites, des interviews, ainsi qu'une soirée d'amitié et de bienvenue coïncidant avec le cinquième anniversaire de la R.A.S.D., organisée par l'Association, et une journée organisée par le comité de l'Essonne de l'Association.

Du 19 au 31 mars, la délégation divisée en deux groupes a effectué deux voyages en provinces qui lui ont permis de visiter 16 villes de province.

Du 1^{er} au 3 avril une série de rencontres a été organisée, notamment avec les organisations politiques et syndicales.

Quelques résultats

La délégation a été officiellement reçue dans 9 municipalités : Le Mans, Rennes, Brest, Lorient, Nantes, Bourges, Saint-Chamond, Le Vaudreuil.

11 conférences de presse ont été organisées auxquelles ont participé une trentaine de journaux.

Les réunions publiques organisées dans toutes les villes ont rencontré un succès certain.

5 meetings ont rassemblé plus de 200 personnes (Le Mans, Rennes, Bordeaux, Nancy, Reims). D'autres réunions ont été organisées, réunions de quartiers, soirées d'amitié, qui ont permis de développer et multiplier les contacts dans toutes les villes visitées, où se sont déroulées des rencontres nombreuses avec des organisations de toutes natures. Notamment, avec des organisations féminines, des organisations humanitaires, des organisations politiques, des organisations syndicales.

Éléments de bilan

Ces premiers résultats indiquent que pour l'essentiel les objectifs que s'était fixés l'association ont été atteints. Les relations entre les collectivités et associations locales et les Front Polisario ont été multipliées ; au niveau national ils ont été nettement réaffirmés. Une vigoureuse impulsion a été donnée au travail d'information concernant la lutte du peuple sahraoui tant sur le plan local qu'à l'égard de groupes sociaux sensibilisés, mais peu informés jusqu'à présent.

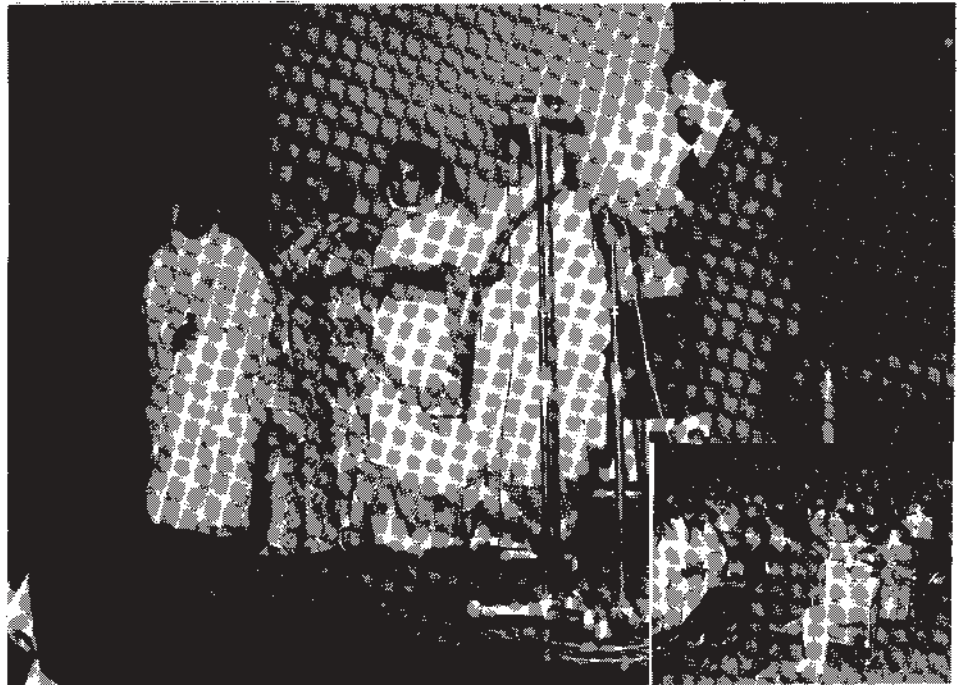
Enfin il est manifeste que ce voyage aura des suites à long terme.

— Des engagements d'aide maté-

rielle (2 autoclaves au Mans, médicaments à Brest, matériel scolaire...) ont été pris pour une période assez longue.

— Certaines municipalités envisagent de donner des formes institutionnelles à leurs relations avec la R.A.S.D.

— Les contacts pris dans des villes où n'existait pas de comité de l'Association et les relations nouées à cette occasion permettent de penser que désormais la solidarité avec le peuple sahraoui s'exprimera de façon permanente sous diverses formes. C'est notamment le cas de Bordeaux, de Lyon, de Vaudreuil, à Brest un comité s'est constitué à l'occasion de la préparation de la visite.



Soirée du 17 mars à Paris

MESSAGES DU 17 MARS

Association d'Amitié et de Solidarité avec les Peuples d'Afrique ; Association Générale des Étudiants Guadeloupéens ; Association Nationale des Élus Communistes et Républicains ; Association des Stagiaires et Étudiants des Comores ; Comité de Défense des Sahraouis au Maroc et au Sahara Occupé ; Confédération Française Démocratique du Travail ; Fédération des Étudiants d'Afrique Noire en France ; Mouvement International Kwamé N'Krumah ; Parti Communiste ; Parti Socialiste ; Parti Socialiste Unifié ; Syndicat National des Chercheurs Scientifiques ; Union Démocratique et Populaire.

« PARTOUT LA SOLIDARITÉ... » nous déclare Madame Fatimatou Allali

Sahara Info. — *Quel bilan tirez-vous du voyage que vous venez d'effectuer en France ?*

F. Allali. — Tout au long du voyage nous avons vu se manifester la solidarité du peuple français à l'égard de la lutte du peuple sahraoui.

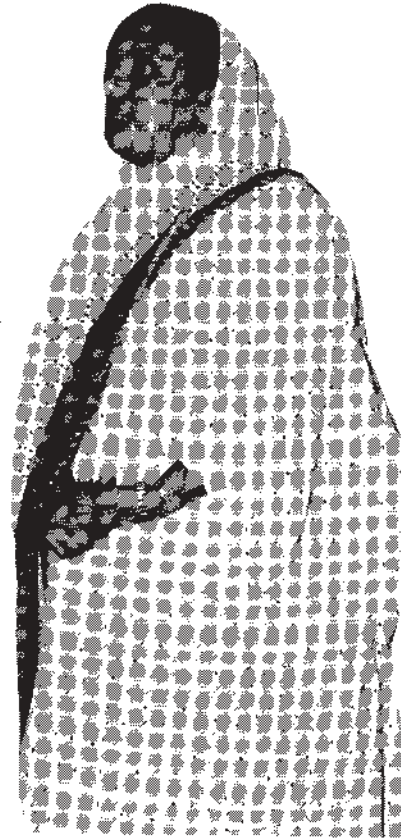
Un grand intérêt était sensible à l'égard de toute information concernant cette lutte.

Cela nous est paru comme un démenti à l'encontre de la position du gouvernement Giscard qui est fondée sur la négation du fait national sahraoui.

L'on a ainsi pu voir que le peuple sahraoui dirigé par le Front Polisario a de nombreux amis dans toute la France.

Sahara Info. — *Quel type de soutien attendez-vous actuellement ? L'avez-vous trouvé au cours de votre visite ?*

F. Allali. — Les contacts ont été à nos yeux très fructueux. Tout d'abord il y a eu des engagements de pris par les participants aux meetings et aux réunions, ainsi que dans les rencontres avec différentes or-



ganisations et partis de faire connaître la lutte du peuple sahraoui.

Ensuite parce que nous avons senti partout un désir de connaître mieux, et sous tous

ses aspects, notre lutte. Nous souhaitons que cela prenne de l'ampleur.

Sahara Info. — *Estimez-vous que l'on puisse attendre une évolution du gouvernement Giscard ?*

F. Allali. — Le gouvernement Giscard manifeste une grande ardeur pour armer et soutenir le Maroc dans sa guerre d'agression contre notre peuple, au mépris du souhait de la communauté internationale, qui demande au Maroc de retirer ses troupes.

Nous avons constaté que les amis du peuple sahraoui en France poursuivent une action pour amener le gouvernement Giscard à revenir à la raison, et à abandonner sa politique qui ne correspond ni à la justice, ni au droit.

Nous transmettons notre reconnaissance et notre gratitude envers tous ceux qui ont participé à l'organisation et à la réussite de ce voyage.

Interview recueillie le 9 avril 1981

ADHÉREZ POUR L'ANNÉE 1981

ADHÉSION A L'ASSOCIATION (Abonnement inclus) = 100 F
ABONNEMENT SEUL = 60 F

Je soussigné :

Nom et prénom..... Profession

Adresse

adhère à l'Association des Amis de la République Arabe Sahraouie Démocratique.

Je verse — la cotisation annuelle de 100 F (abonnement à Sahara Info compris). Étudiants, chômeurs : 50 F.
— l'abonnement annuel de 60 F.
— la cotisation de soutien de F.

en C.C.P. ou chèque bancaire à l'ordre de l'Association des Amis de la République Arabe Sahraouie Démocratique.

B.P. 236 — 75264 Paris Cedex 06 — C.C.P. 19 303 94 K Paris.

POUR SOUTENIR

LE

FRONT POLISARIO

PENSEZ

A

ADHÉRER

LES VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME AU SAHARA OCCIDENTAL OCCUPÉ PAR L'ARMÉE MAROCAINE

La commission des droits l'homme de l'O.N.U. a tenu sa 37^e Session en février à Genève. La question du Sahara Occidental était inscrite à l'ordre du jour comme une question hautement prioritaire, avec en particulier l'examen du droit à l'auto-détermination du peuple sahraoui. La résolution adoptée réaffirme le droit à l'auto-détermination du peuple sahraoui et l'importance de la résolution de l'O.N.U. En juin 1981 la sous-commission des droits de l'Homme doit se réunir et examiner la question des violations des droits de l'Homme constatées dans les zones occupées du Sahara Occidental, ainsi qu'à l'encontre des Sahraouis vivant au Maroc.

La Ligue Internationale pour le droit des peuples, organisation non gouvernementale jouissant d'un statut consultatif auprès de l'O.N.U., a présenté sur ces questions deux rapports, afin qu'ils soient officiellement diffusés au sein de la sous-commission comme document de travail.

L'Association des Amis de la R.A.S.D. a participé à l'élaboration de ce document.

Extraits du rapport

Après avoir rappelé les atrocités auxquelles ont donné lieu l'invasion du Sahara par l'armée marocaine, le rapport portant sur la situation dans les territoires occupés tâche de faire le point des informations recueillies de diverses sources sur la situation dans les principaux centres.

Situation à El Aïoun (capitale du Sahara Occidental)

1. Le journaliste espagnol Joaquim Ibarz, publie un article dans la revue « Primera Plana » (N^o 32-33, octobre 1977). Ayant pu entrer à El Aïoun en se faisant passer pour professeur, les constatations qu'il a pu faire sont les suivantes :

- Ville à demi-abandonnée, entourée d'importants cordons de sécurité, El Aïoun ressemble à un immense camp de concentration.
- Lui-même a dû subir contrôle et fouille minutieuse à l'aéroport.
- Un régime d'oppression contre l'ensemble de la population sévit depuis le début de l'occupation :
 - Les contrôles militaires et la surveillance policière sont constants. Les Sahraouis ayant un travail ne peuvent se déplacer dans la ville qu'avec une autorisation spéciale délivrée par l'autorité militaire qui a institué le couvre-feu.
 - Les Marocains ont regroupé à El Aïoun les habitants des petites villes, disséminées dans le désert, et les éleveurs nomades (dont le bétail a été exterminé pour qu'il ne puisse servir à ravitailler le Front Polisario). Des centaines de nomades, sans logement, ni travail, vivent à El Aïoun.

- Les bidonvilles augmentent car les logements des familles sahraouies sont donnés aux officiers et fonctionnaires marocains.
- Les biens alimentaires manquent. Le rationnement est imposé. Seuls, quatre commerçants sahraouis sont autorisés à se rendre aux Iles Canaries pour s'approvisionner.



Un camp de prisonniers sahraouis dans le Sud-Maroc

- Les Marocains, ayant eu accès aux fichiers de la police espagnole lorsqu'il y avait encore une présence militaire espagnole au Sahara Occidental, ont pu arrêter des dizaines de personnes suspectes de sympathiser avec le Front Polisario. La répression a atteint toute la population. De très jeunes gens et jeunes filles ont été arrêtés.
- Les arrestations sont suivies de tortures. Le journaliste a pu recueillir le témoignage de deux hommes et deux femmes, torturés en même temps que d'autres personnes par les Marocains : ingestion forcée d'eau de javel, coups, décharges électriques, viols (beaucoup de femmes sahraouies deviennent enceintes de soldats marocains et tentent d'avorter). Parmi les personnes arrêtées, certaines disparaissent sans que personne ne puisse obtenir de leurs nouvelles.

2. En 1978, c'est le journaliste britannique, Tony Hodges, qui publie un article dans *Le Matin* de Paris, du 18 décembre 1978, après un voyage à El Aïoun.

Les témoignages qu'il a recueillis sur place auprès d'interlocuteurs sahraouis font état d'une vague d'arrestations ayant eu lieu à l'occasion du 20 mai 1978 (cinquième anniversaire du déclenchement de la lutte armée par le Front Polisario contre le colonisateur espagnol) :

- 56 personnes auraient été arrêtées, la plupart toujours détenues à la prison centrale d'El Aïoun. Le journaliste a pu obtenir le nom de 45 détenus (en grande majorité, des femmes). Plusieurs détenus, torturés à l'électricité, ont dû être hospitalisés. (A cette occasion, une femme détenue est violée toute une nuit par un médecin marocain.)

Les autorités marocaines maintiennent un silence presque absolu autour de ces détentions.

Par ailleurs, un témoin confirme au journaliste les arrestations du début de l'occupation.

De son côté, le Croissant-Rouge Sahraoui a publié une liste de noms de personnes arrêtées le 20 mai 1978 à El Aïoun.

3. En 1980, le journaliste Jean-François Boyer se rend à El Aïoun comme touriste. Son témoignage est publié dans l'hebdomadaire *Révolution*, du 26 décembre 1980, et dans *Le Matin* de Paris, du 5 janvier 1981 :

- Contrôles et fouilles à l'aéroport.
- Personne n'est autorisé à sortir de la ville, ceinturée par plusieurs lignes de fortifications.
- La population sahraouie, séparée de la population marocaine, vit sous surveillance policière constante.

Malgré tout, le journaliste parvient à obtenir les informations suivantes :

- Des familles entières sont arrêtées en représailles après les raids du Front Polisario (elles seraient liées à des militants connus du Front).
- Des suspects sont arrêtés, accusés de décrocher des drapeaux marocains.
- Des enfants de 10 à 15 ans ont été emprisonnés deux mois pendant leurs vacances pour avoir lacéré des portraits d'Hassan II pendus dans leur classe au Collège La Paz.
- Enfin, le journaliste a reçu de ses informateurs sahraouis des listes de personnes arrêtées :
 - 17 ouvriers de la Compagnie des phosphates : suite à l'attaque du Front Polisario contre le port d'El Aïoun en septembre 1980.
 - 6 femmes dont une journaliste à la télévision, accusées de trafic de drogue (en réalité, militantes du Front Polisario).
 - Une dizaine de personnes dont un adolescent de

14 ans, en octobre, suite à un attentat contre des voitures marocaines.

- Un des informateurs confirme les vagues d'arrestations pratiquées après les grandes manifestations anti-marocaines des années 1976-1978. Des centaines de personnes ont été arrêtées, torturées, déportées au Maroc (à Kenitra et Agadir).
- Un autre interlocuteur affirme avoir fait deux ans de prison pour détention de propagande du Front Polisario.

Situation à Smara

L'attaque de Smara, le 6 octobre 1979, permet au Front Polisario de libérer 716 civils sahraouis.

Le Front avait invité des observateurs internationaux (journalistes, personnalités, comités européens de solidarité) à assister aux opérations militaires. Des membres de l'Association Française des Amis de la R.A.S.D. et du Comité Suisse de Soutien au Peuple Sahraoui ont pu ainsi, sur place, interroger les Sahraouis libérés qui ont, ensuite, gagné les camps de réfugiés.

Parmi les témoignages, celui de Mohamed Ali Ould Sedi Bechir, ancien député de Smara au parlement marocain.

Les faits qui se dégagent de cet ensemble de témoignages sur l'occupation marocaine à Smara sont très proches de ce qui avait pu être constaté à El Aïoun :

- L'armée marocaine affame la population, privée de ses moyens traditionnels d'existence.
- Les soins médicaux, de même que les écoles, sont inexistantes pour les Sahraouis.
- Des enfants ont été enlevés de force à leur famille, emmenés au Maroc pour y recevoir une éducation marocaine.
- La population sahraouie est placée en première ligne lors des attaques menées par le Front Polisario.
- Comme à El Aïoun, sont signalés : arrestations, emprisonnements, disparitions, exécutions sans jugement, tortures. Des listes de noms sont fournies à propos de tous ces cas.

Situation à Dakhla

Le 5 août 1979, la Mauritanie signe un accord de paix avec le Front Polisario et décide de se retirer de la zone sud du Sahara Occidental (capitale : Dakhla), qu'elle occupait. Quelques jours après, le Maroc occupe et annexe, contre toute légalité, cette portion de territoire.

Des informations concernant des cas de violation des droits de l'homme par les forces marocaines dans cette zone, sont parvenues à l'Association Canarienne des Amis du Sahara, à Las Palmas (Iles Canaries).

Au moment de l'invasion, ceux qui avaient un passeport mauritanien, ont dû accepter, sous la menace, un passeport marocain. Ils auraient été utilisés par les Marocains pour participer à la cérémonie d'allégeance au roi Hassan II, le 12 août 1979 à Rabat. Le fait est confirmé par le témoignage rendu à Alger par M. Cheikh Ould Mohamed Salah, ancien administrateur de Dakhla et membre de l'organisation clandestine du Front, qu'il a pu rejoindre après avoir lui-même participé aux cérémonies avec 90 Sahraouis de Dakhla.

Depuis, la situation semble être la même que dans les autres villes du Sahara Occidental occupées par l'armée marocaine :

- Famine, chômage.
- Répression policière.
- Arrestations, coups, viols, tortures entraînant parfois la mort.

9 janvier 1981. — Fin de la visite au Sahara occidental du Groupe d'Études de l'Assemblée nationale française sur le Sahara occidental. « Nous avons été frappés par l'absence physique des Marocains, même dans le ciel », déclare le Président du Groupe, Alain Vivien (P.S.), qui ajoute : « La France a certainement un rôle à jouer dans la région. »

* Affrontements entre forces du Front Polisario et forces armées marocaines au nord-ouest de Smara et à l'est de Bou-Craa.

24 janvier. — A l'issue de sa visite au Maroc, le Premier Ministre Français Raymond Barre rappelle que « la France est prête, si on le lui demande, à exercer une action qu'elle espère efficace en faveur d'un règlement du conflit du Sahara occidental. »

29 janvier. — Le secrétaire général adjoint du Front Polisario, Bachir Mustapha Sayed, déclare que le Front Polisario est « prêt à aider le Maroc à sortir de la guerre du Sahara occidental » et accueillerait favorablement toute initiative dans ce sens de l'Europe occidentale ou des États-Unis.

7 février. — Le parti gouvernemental espagnol UCD réaffirme « sa volonté de parvenir à une solution juste, durable et stable » au Sahara occidental « en accord avec le principe d'autodétermination. »

8 février. — Nouveaux affrontements dans la région de Ras El Khanfra, dans le sud-marocain, entre combattants du F.P. et soldats marocains.

9 février. — Visite officielle d'une semaine en Algérie d'une délégation du Front Polisario. Le communiqué commun réaffirme « l'engagement total et inconditionnel de la révolution algérienne aux côtés de la lutte de libération nationale du peuple sahraoui. »

10 février. — Visite à Nouakchott d'une délégation du Front Polisario.
* Combats à Rhas El Khandra entre le F.P. et les forces marocaines.

13 février. — La 9^e conférence ministérielle des Pays non alignés, réunie à la Nouvelle-Delhi, réaffirme le droit du peuple du Sahara occidental et l'autodétermination et apporte son appui aux recommandations du Comité ad hoc de l'O.U.A. sur ce problème. La conférence appelle en outre les parties concernées à entreprendre immédiatement des négociations.

22 février. — Le secrétaire général de F.P. appelle les États-Unis et la France à « aider le roi Hassan II à finir » la guerre du Sahara occidental « au lieu de l'encourager dans ses desseins au détriment des décisions des organisations internationales. »

26 février. — Le Premier ministre de la R.A.S.D. affirme à « Afrique-Asie » que la complication du problème du Sahara occidental par les occidentaux obligera le F.P. à recourir à d'autres soutiens.

* Violente attaque du F.P. contre les positions marocaines sur la « ceinture de défense », dans la région d'El Ayoun.

27 février. — Le cinquième anniversaire de la R.A.S.D. est célébré avec éclat dans un camp de réfugiés de la région de Tindouf. Plusieurs centaines de délégués et de journalistes étrangers ont assisté à un imposant défilé militaire. Pour la première fois, quatre représentants officiels de la Mauritanie et du Nigéria, qui n'ont pas reconnu la R.A.S.D., étaient présents. Dans son discours, le secrétaire général du F.P. déclare que la R.A.S.D. s'est imposée comme

« une réalité plus que jamais irréversible et en pleine croissance » reconnu par quarante-cinq états, dont une majorité de pays africains. Il affirme que la R.A.S.D. doit donc « occuper légitimement sa place au sein de l'O.U.A. ».

28 février. — Le F.P. investit et occupe la localité de Hagounia, située au nord-est d'El Ayoun.

* Présentation des lettres de créances du premier ambassadeur du Mexique auprès du gouvernement sahraoui, dans un camp de réfugiés de la région de Tindouf. A cette occasion, est réaffirmé l'appui du Mexique à la cause sahraouie.

3 mars. — Hassan II répète que, pour lui, l'affaire du Sahara est « close » et qu'il est prêt à rencontrer le Président algérien.

4 mars. — « El Moudjahid » estime qu'Hassan II poursuit sa « fuite en avant » dans le conflit du Sahara occidental et que « le syndrome sahraoui s'est emparé du cercle du pouvoir en place à Rabat ».

9 mars. — Évoquant la visite à Paris d'Hassan II, l'association des Amis de la R.A.S.D. met en garde le gouvernement français contre toute caution qui serait donnée au roi du Maroc pour une nouvelle tentative de destabilisation de la Mauritanie.

12 mars. — Le Parlement européen adopte par 129 voix contre 82 et 11 abstentions une résolution sur le S.O. qui « presse » le gouvernement algérien de ne pas autoriser l'utilisation de la partie de son territoire longeant le Maroc pour le lancement d'attaques armées contre ce pays et « presse » le gouvernement marocain de ne pas invoquer le droit de poursuite. Le Président du Conseil National Sahraoui proteste contre l'adoption de cette résolution qui ignore le F.P. et place le Parlement européen à contre-courant de la volonté mondiale.

14 mars. — Le Premier ministre mauritanien dénonce l'intention du roi Hassan II de lancer une agression contre la Mauritanie.

16 mars. — Tentative de coup d'État à Nouakchott menée par un commando de l'A.M.D. (l'Alliance pour une Mauritanie démocratique). Le gouvernement mauritanien accuse le Maroc d'avoir soutenu les putschistes.

18 mars. — La Mauritanie rompt ses relations diplomatiques avec le Maroc.

22 mars. — L'assemblée populaire nationale algérienne rejette la résolution du Parlement européen sur le S.O. qu'elle juge « irrecevable et inacceptable » parce que « partisane et tendancieuse ».

* Harcèlement à l'armée lourde des positions marocaines à Guelta-Zemour par une unité du F.P. Le Maroc accuse la Mauritanie d'accueillir des bases du F.P. Accusation rejetée par Nouakchott.

25 mars. — Le secrétaire général du F.P. adresse un message au secrétaire général de l'O.N.U. dans lequel il demande aux Nations Unies de condamner avec la plus extrême vigueur la politique d'expansion et de destabilisation du Maroc dans la région et notamment son agression contre la Mauritanie.

* Les forces du F.P. occupent Guelta-Zemour.

26 mars. — Le sous-secrétaire d'État adjoint américain pour le Proche-Orient, Morris Draper, déclare que les États-Unis ne lieront plus désormais leurs fournitures de matériel militaire au Maroc aux progrès

réalisés par Rabat dans la recherche d'une solution au conflit du S.O. Une déclaration qui confirme la décision de Ronald Reagan de vendre au Maroc 108 chars « M 60 », 20 chasseurs « F 5 » et 6 avions de reconnaissance du type « OV 10 ».

27 mars. — Visite à Tripoli du Premier ministre de la R.A.S.D.

28 mars. — Visite à Alger d'une délégation du P.C. soviétique conduite par un membre suppléant du bureau politique.

* Le communiqué publié affirme que « la solution du problème du S.O. réside dans la mise en œuvre d'urgence du droit imprescriptible du peuple sahraoui à disposer de lui-même, conformément aux décisions de l'O.N.U., de l'O.U.A. et des non-alignés ».

* Le Premier ministre mauritanien accuse le Maroc « de chercher à internationaliser unilatéralement le conflit du S.O. en l'étendant à la Mauritanie et rappelle sa position de neutralité ».

Début avril. — Le président en exercice de l'O.U.A. remet aux gouvernements concernés le texte officiel des recommandations du comité ad hoc sur le Sahara occidental adoptées en septembre à Freetown.

* Le secrétaire général de la Ligue Arabe se rend à Rabat et à Nouakchott pour tenter de régler le différend maroco-mauritanien.

17 avril. — Attaque de grande envergure du F.P. contre la garnison marocaine de Sidi Amara.

20 avril. — Le colonel Khadafi se rend à Nouakchott, après Alger, où il propose une union entre la R.A.S.D. et la Mauritanie. Proposition refusée par le gouvernement mauritanien.

21 avril. — Le quotidien gouvernemental de Tanzanie « Daily News » affirme que la R.A.S.D. doit être admise à l'O.U.A. au cours du prochain sommet de l'organisation en juin à Nairobi.

22 avril. — Attaque du F.P. dans les régions de Smara et de Bou Craa.

24 avril. — Certains milieux d'Alger font part d'un regain de tension entre l'Algérie et le Maroc à la suite d'un incident qui aurait mis aux prises des forces des deux pays dans la région de Tindouf.

30 avril. — Réunion du conseil de commandement de la révolution de la R.A.S.D. qui fait le point d'évolution du conflit du Sahara occidental.

6 mai. — Le Maroc envoie des ministres et des diplomates dans 90 paus pour expliquer sa position dans le conflit du Sahara occidental.

8 mai. — Visite à Bamako du ministre des Affaires étrangères de la R.A.S.D. qui rencontre le président Moussa Traoré.

12 mai. — Le ministre marocain des Affaires étrangères rencontre, à Washington, le secrétaire d'État américain Alexander Haig et le vice-président Bush.

14 mai. — Libération par le F.P. de 48 pêcheurs sud-coréens capturés à l'occasion de différentes actions au large des côtes du Sahara occidental.

16 mai. — Le président en exercice de l'O.U.A. affirme, en visite à Tripoli, que les formalités d'admission de la R.A.S.D. au sein de l'organisation « suivront leur cours » lors du prochain sommet de Nairobi, en juin.